

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

Maître de l'ouvrage

Commune de BOMPAS

Objet de la consultation

REQUALIFICATION DE LA RUE DE LA GRANGE

Remise des offres

Date et heure limites de réception des offres : **21 mai 2024 à 17h00**

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Article 1 - OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation porte sur les travaux de requalification de la rue de la Grange à bompas.

Article 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

Définition de la procédure :

La présente consultation est lancée suivant la procédure adaptée, articles L2123-1, R2123-1, L2113-10 et R2113-1 du Code de la Commande Publique.

Le pouvoir adjudicateur a défini :

- ✓ Les modalités de publicité suivantes : L'Indépendant, Le Midi-Libre, Site internet : www.marches-publics.info/accueil.htm
- ✓ Les modalités de mise en concurrence suivantes : recours à la négociation.

Une négociation pourra être organisée avec un ou plusieurs prestataires choisi(s) par le pouvoir adjudicateur.

Elle se présentera sous la forme d'un entretien téléphonique, d'une prise de RDV ou d'un échange de courriels.

A l'issue des négociations, le ou les candidats remettent une nouvelle offre sous la forme d'un acte d'engagement.

La date limite de réception de ces offres négociées est fixée au démarrage des négociations.

Maîtrise d'œuvre :

BE2T

440, rue James Watt – Tecnosud 1
66100 Perpignan
Tél: 04 68 50 89 89
Mail: contact@be2t.fr

Décomposition en tranches et en lots :

Lot	Désignation
01	Voirie – pluvial
02	Espaces verts

Structure du marché :

Sans objet

Délais d'exécution :

Le délai d'exécution est laissé à l'initiative des candidats, qui devront le préciser dans l'acte d'engagement.

Nature de l'attributaire :

Le marché sera conclu :

- soit avec un entrepreneur unique ;
- soit avec des entrepreneurs groupés solidaires.

Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières ou cahier des charges :

Sans objet

Variantes :

Aucune variante ne pourra être proposée par les candidats.

Options :

Pas d'option prévue.

Modifications de détail au dossier de consultation :

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Délai de validité des offres :

Le délai de validité des offres est fixé à cent vingt jours (120) jours, il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

Propriété intellectuelle :

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense :

Sans objet.

Garantie particulière pour matériau de type nouveau :

Sans objet.

Article 3 - PRESENTATION DES OFFRES

Le pouvoir adjudicateur informe les candidats que le dossier de consultation des entreprises est dématérialisé.

Le Dossier de Consultation des Entreprises peut être également remis gratuitement sous forme papier en un seul exemplaire à chaque candidat qui en fait la demande.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

Seul l'acte d'engagement sera daté et signé par le(s) représentant(s) qualifié(s) du/des prestataire(s), les pièces particulières constitutives du marché le seront lors de la phase de mise au point du marché et constitueront l'exemplaire original.

Que le dossier de consultation des entreprises soit totalement ou partiellement dématérialisé :

Les soumissionnaires auront la possibilité de télécharger les documents dématérialisés du dossier de consultation, documents et renseignements complémentaires ainsi que l'avis d'appel public à la concurrence via le site internet <http://marches-publics.info>

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par la personne publique, les soumissionnaires devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- Fichiers compressés au standard .zip (lisibles par les logiciels Winzip ou Quickzip ou Winrar par exemple)
- Adobe® Acrobat® .pdf (lisibles par le logiciel Acrobat Reader)
- Rich Text Format .rtf (lisibles par l'ensemble des traitements de texte : word de Microsoft, Wordperfect, Openoffice, ou encore la visionneuse de Microsoft....)
- .doc ou .xls ou .ppt en version 2000-2003 (lisibles par l'ensemble MicrosoftOffice, Openoffice, ou encore la visionneuse de Microsoft....)
- Le cas échéant le format DWF (lisibles par les logiciels Autocad, ou des visionneuses telles que Autodesk DWF viewer, Free DWG Viewer d'Informative Graphics, ...)

Tous les logiciels requis peuvent être téléchargés gratuitement sur le site <http://www.achatpublic.com>, en cliquant sur "Salle des marchés" en tant qu'entreprise, puis en cliquant sur "Outils" puis "Outils logiciels".

Lors du téléchargement du dossier de consultation, le candidat est invité à renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une

adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, en cas de non identification de la personne lors du téléchargement, en cas de non indication de la dite adresse électronique, ou en cas de suppression de la dite adresse électronique. Il est recommandé à tout candidat de consulter régulièrement la plateforme afin de s'assurer qu'il bénéficie bien des dernières modifications éventuelles.

En cas de difficulté quant au téléchargement du DCE, le candidat est invité à se rapprocher de la hotline technique au 08 92 23 21 20 ou par mail à support@achatpublic.com

Documents fournis aux candidats :

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- Le présent Règlement ;
- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes
- Les Bordereaux des Prix unitaires (BPU) et Détails quantitatifs Estimatifs (DQE) de chaque lot
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- Les Plans de la maîtrise d'œuvre

Composition de l'offre à remettre par le candidat :

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

Pièces relatives à l'offre :

Pour le choix de l'offre, les candidats doivent produire les documents suivants réunis **au sein d'un sous-dossier "Offre"** :

- **un projet de marché** comprenant :
 - **l'acte d'engagement** : cadre ci-joint à compléter, dater et signer par le(s) représentant(s) qualifié(s) du/des prestataire(s) ;
- Cet acte d'engagement sera accompagné éventuellement par les demandes d'acceptation des sous-traitants, et d'agrément des conditions de paiement, pour tous les sous-traitants désignés au marché (annexe à l'acte d'engagement en cas de sous-traitance). Pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le candidat devra joindre, en sus de l'annexe :
- ✓ une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics (Articles R2143-6 et suivants du Code de la Commande Publique) ;

- ✓ une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L324-9, L324-10, L341-6, L125-1 et L125-3 du Code du Travail (Articles L2141-1 et suivants du Code de la Commande Publique)
- ✓ les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

Que des sous-traitants soient désignés ou non au marché, le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et, par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder.

- **Le Bordereau des Prix Unitaires et Détail Quantitatif Estimatif** : cadre ci-joint à compléter sans modification.
- L'attestation d'acceptation de toutes les dispositions **du Cahier des Clauses Administratives Particulières** et ses éventuelles annexes
- L'attestation d'acceptation de toutes les dispositions **du Cahier des Clauses Techniques Particulières** et ses éventuelles annexes

- **Les documents explicatifs**

Au projet de marché seront joints les documents explicatifs suivants :

- Un programme d'exécution des prestations indiquant de façon sommaire la durée des différentes phases du chantier
- Ainsi qu'un mémoire technique, daté et signé, justificatif relatif aux dispositions que l'entrepreneur se propose d'adopter pour l'exécution des travaux le concernant en réponse aux besoins du CCTP comprenant :
- Les indications concernant la provenance des principales fournitures et les références des fabricants et des fournisseurs correspondants, ayant servis à l'établissement des prix.
- Les dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution des prestations et les indications concernant les procédés et moyens d'exécutions envisagés ;
- Les indications concernant les principales mesures prévues pour assurer la sécurité et l'hygiène sur le chantier ainsi que les dispositions envisagées pour la gestion, la valorisation et l'élimination des déchets.

L'absence de mémoire technique entrainera une note de 0.

Fourniture d'échantillons ou de matériels de démonstration :

La présentation des échantillons ou de matériels de démonstration se fera à la demande du maître d'ouvrage.

Documents à fournir par le candidat retenu :

Les certificats ou la déclaration mentionnés aux articles R2142-1 et suivants du Code de la Commande Publique seront remis par le candidat retenu dans un délai de 10 jours à compter de la demande présentée par le pouvoir adjudicateur.

Pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le candidat retenu devra joindre les certificats ou la déclaration mentionnés aux articles R2142-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

Article 4 CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES OFFRES

Le dossier à remettre par les candidats doit être impérativement remis par voie dématérialisée

Conditions de la dématérialisation

Les candidatures et les offres devront être transmises avant le jour et l'heure inscrits sur la première page du présent règlement de la consultation. L'heure limite retenue pour la réception des documents correspondra au dernier octet reçu.

Les candidatures et les offres parvenues après cette date et heure limites seront éliminées sans avoir été lues et le candidat en sera informé.

Les soumissionnaires devront constituer leur dossier en tenant compte des indications suivantes, afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée :

- Tous les fichiers devront être compatibles avec les formats suivants :
 - standard .zip
 - Adobe® Acrobat® .pdf
 - Rich Text Format .rtf
 - .doc ou .xls ou .ppt en version Microsoft Office 2000-2003 ou antérieurs
 - le cas échéant, le format DWF
 - ou encore pour les images bitmaps .bmp, jpg, gif, png

En cas de format différent, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de rejeter les documents produits par le candidat.

- Le soumissionnaire est invité à :
 - ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe".
 - ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros".
 - traiter les fichiers constitutifs de sa candidature et/ou de son offre préalablement par un anti-virus.

Si le candidat adresse plusieurs offres différentes sous forme dématérialisée, seule la dernière offre reçue, dans les conditions du présent règlement, sous la forme « dématérialisée » sera examinée.

Modalités d'envoi des propositions dématérialisées

Le soumissionnaire reconnaît avoir pris connaissance de la notice d'utilisation de la salle des consultations du site web <http://marches-publics>

Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit ascendant de l'accès Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre.

La taille maximum acceptée pour le dépôt des plis est de 30 Mo, pour les plis supérieurs à 500 Mo, il faut prévenir la plateforme 48 h avant.

Chacun des "dossiers" ou "répertoires" électroniques intégrés dans le "pli" électronique transmis formant la candidature ou l'offre devront être nommés de la façon suivante : **REQUALIFICATION DE LA RUE DE LA GRANGE** : Dossier sélection du candidat (à l'intérieur libre architecture) et Dossier projet de marché (à l'intérieur libre architecture).

Les candidatures et les actes d'engagement transmis par voie électronique sont chiffrés puis signés au moyen d'un certificat de signature électronique répondant aux conditions prévues par arrêté du ministre chargé de l'économie du 28/08/2006 (Chapitre II).

Les catégories de certificats de signature utilisées doivent être :

- conformes au référentiel intersectoriel de sécurité,
- et référencé sur une liste établie par le ministre chargé de la réforme de l'Etat (Cf. : <http://www.entreprises.minefi.gouv.fr/certificats/>)

Le soumissionnaire reconnaît que la signature à l'aide du certificat électronique qu'il s'est procuré vaut de sa part signature électronique au sens de l'article 1316-4 du Code civil, qui entre les parties a la même valeur juridique qu'une signature manuscrite. En cas de désaccord entre les parties, il appartient au soumissionnaire de montrer que le contenu des candidatures ou des offres qu'il a transmises a été altéré.

Le soumissionnaire devra s'assurer du chiffrement de son offre avant envoi.

Le soumissionnaire doit accepter l'horodatage retenu par la plateforme.

Toute opération effectuée sur le site <https://marches-publics> sera réputée manifester le consentement du soumissionnaire à l'opération qu'il réalise.

En cas de difficulté lors de la remise des candidatures ou offres, le candidat est invité à se rapprocher de la hotline technique au 08 92 23 21 20 ou par mail à support@achatpublic.com

En cas de programme informatique malveillant ou « virus » :

Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un programme informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur peut faire l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé.

Le pouvoir adjudicateur reste libre de réparer ou non le document contaminé. Lorsque la réparation aura été opérée sans succès, il sera rejeté.

Lorsque le candidat aura transmis son dossier ou document accompagné d'une copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique envoyé dans les délais impartis pour la

remise des candidatures ou des offres, cette copie, identifiée comme copie de sauvegarde sera placée sous un pli scellé et ne sera ouverte que si :

- un programme informatique malveillant est détecté
- si la candidature ou offre informatique n'est pas parvenue dans les délais suite à un aléa de transmission,
- si la candidature ou l'offre n'a pas pu être ouverte.

Le pli contenant la copie de sauvegarde sera détruit par le pouvoir adjudicateur s'il n'est pas ouvert.

Le pli cacheté contenant la copie de sauvegarde sera envoyé ou remis à l'adresse suivante et portera les mentions suivantes :

Madame le Maire de Bompas
Adresse : 12, avenue de la Salanque 66430 Bompas
Offre pour : **REQUALIFICATION DE LA RUE DE LA GRANGE**
Candidat :
NE PAS A OUVRIR : COPIE DE SAUVEGARDE

Article 5 - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES

Sélection des offres :

Le pouvoir adjudicateur classe les offres selon les critères suivants :

- Prix des prestations, pondération 50 %
- Valeur technique de l'offre, pondération 40%
- Délais d'exécution, pondération 10 %

L'analyse de prix sera obtenue comme suit : nombre de points = offre proposée par l'entreprise / estimation X 50%.

L'analyse des délais sera obtenue comme suit : nombre de points = Délai proposé par l'entreprise / délai le plus court X 10%.

La valeur technique sera obtenue comme suit : nombre de points = $[1 - (\text{note}/10)] \times 40\%$.

La note sur 10 est décomposée ainsi :

♦ Les indications concernant la provenance des principales fournitures et les références des fabricants et des fournisseurs correspondants, ayant servis à l'établissement des prix	5
♦ Les dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution des prestations et les indications concernant les procédés et moyens d'exécutions envisagés	4
♦ Les indications concernant les principales mesures prévues pour assurer la sécurité et l'hygiène sur le chantier ainsi que les dispositions envisagées pour la gestion, la valorisation et l'élimination des déchets.	1

L'entreprise totalisant le moins de points est l'entreprise la mieux-disante.

Le pouvoir adjudicateur attribue le marché à l'entreprise ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse.

Si le candidat retenu ne fournit pas les certificats ou la déclaration mentionnés aux articles R2142-1 et suivants du Code de la Commande Publique, son offre est rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat est prononcée par le Pouvoir Adjudicateur qui présente la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Tout rabais ou remise de toute nature qui n'est pas expressément autorisé par le règlement ne sera pas pris en compte.

En cas de discordance constatée dans une offre, le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication ou d'addition qui seraient constatées dans les détails estimatifs seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en compte.

Lors de l'examen des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'elle estimera nécessaires.

Le pouvoir adjudicateur peut, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général.

Article 6 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour tous renseignements complémentaires qui leurs seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 05 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite à :

Renseignements d'ordre technique :

BE2T

M. JARA Mathieu

440, rue James Watt – Tecnosud 1

66100 Perpignan

Tél: 04 68 50 89 89

Mail: contact@be2t.fr

Renseignements d'ordre administratif :

Direction des Services Techniques

M. SCHNELL Pascal

MAIRIE DE BOMPAS

12, avenue de la Salanque

66430 BOMPAS

Tél. : 04 68 63 74 95 – 06 79 63 05 39

pascalschnell@bompas.fr

Une réponse sera alors adressée en temps utile à tous les candidats ayant retiré le dossier au plus tard 2 jours avant la date limite de remise des offres.

Concernant les informations relatives à la remise des offres dématérialisées, il convient de se reporter à l'article 4 du présent document.